

Publication du premier dÃ©cret d'application de la loi PFAS

Dossier de la rÃ©daction de H2o
September 2025

AussitÃ´t la consultation publique achevÃ©e, le dÃ©cret relatif aux modalitÃ©s de mise en œuvre de la trajectoire nationale de rÃ©duction globale s'agissant des rejets aqueux de substances per- et polyfluoroalkylÃ©es (PFAS), des installations industrielles est paru ce 9 septembre. Il a Ã©tÃ© signÃ© la veille par le Premier ministre et la ministre de la Transition Ã©cologique, peu avant la chute du gouvernement. Il s'agit d'un des principaux textes d'application de la loi visant Ã protÃ©ger la population des risques liÃ©s aux PFAS. La trajectoire ainsi prÃ©cÃ©sÃ©e consiste en une rÃ©duction des Ã©missions de 70 % d'ici 2028 en prenant pour rÃ©fÃ©rence les Ã©missions de 2023, telles que connues ou estimÃ©es, afin de tendre vers la fin de ces rejets en 2030. Est concernÃ©e "toute substance qui contient au moins un atome de carbone mÃ©thyle complÃ©tement fluorÃ© (CF3-) ou mÃ©thylÃ©ne (-CF2-), sans aucun atome d'hydrogÃ©ne, de chlore, de brome ou d'iode liÃ©". Comme des PFAS peuvent Ãªtre dÃ©jÃ prÃ©sents dans l'eau utilisÃ©e (eau prÃ©levÃ©e dans un cours d'eau ou dans une nappe par exemple), la quantitÃ© de PFAS provenant de l'extÃ©rieur de l'Ã©tablissement peut Ãªtre dÃ©duite de ses rejets, prÃ©cise le dÃ©cret.

LÃ©gifrance

Un manque d'ambition flagrant et un dÃ©clin de consultation du publicÂ dÃ©noncent l'ONG GÃ©nÃ©rations futures et le collectif Notre Affaire Ã Tous. En cause le trop grand flou du texte. Si les objectifs de cette trajectoireÂ "vont dans le bon sens", le dÃ©cretÂ "ne permet pas d'espÃ©rer le respect de cette trajectoire", relÃ“ve le communiquÃ©. Le texteÂ "ne fixe aucune modalitÃ© de contrÃle de ces rejets, ne prÃ©cise pas si ces objectifs doivent Ãªtre atteints Ã l'Ã©chelle de chaque installation industrielle, et ne dÃ©cline qu'une seule Ã©tape intermÃ©diaire", soulÃvent les associations.Â "La dÃ©finition mÃ¢me de l'objectif Ã atteindre est sujet Ã interprÃ©tation : la plupart des installations concernÃ©es n'ont pas de rÃ©fÃ©rence dÃ©finie puisqu'elles mesuraient pas leurs rejets de PFAS en 2023", ajoutent-elles. Elles regrettent Ã©galement un calendrier de publication prÃ©cipitÃ© faisant peu de cas des 450 commentaires de la consultation publique.

CommuniquÃ© GÃ©nÃ©rations Futures/Notre Affaire Ã Tous

Â

Par ailleurs, le projet de dÃ©cret concernant la liste des PFAS concernÃ©s par la nouvelle redevance instaurÃ©e par l'article 4 de la loi ne sera pas publiÃ© ni mis en application avant le vote du projet de loi de finances (PLF) 2026. En effet, dans un rapport du Gouvernement remis au Parlement, il est indiquÃ© la volontÃ© de "repositionner la disposition dans un nouvel article L. 213-10-13". Initialement prÃ©vu pour septembre 2025, cette annonce permet de repousser l'entrÃ©e en application au moins jusqu'au 31 dÃ©cembre 2025.

Les ONG, au premier rang desquelles GÃ©nÃ©rations Futures ayant alertÃ© la presse de cette dÃ©cision, dÃ©plorent ce report injustifiable. Pour rappel, le Conseil Nordique des ministres avait estimÃ© en 2019 les coÃ»ts de traitement de l'eau Ã 1,1 milliard d'euros sur les vingt prochaines annÃ©es.Â